RETRAITÉ.ES, SACRIFIÉ.ES SUR L'AUTEL DE LA DETTE

À l'occasion de la présentation du budget de l'État 2027, M. Lecornu a présenté sa solution favorite pour résorber la dette : faire payer les retraités dits « aisés » à partir de 2000 € par mois mais surtout pas les riches qui gagnent 10 à 1000 fois plus et qui ont des patrimoines défiant toute imagination.

Le Premier ministre Lecornu se garde bien d'évoquer les véritables causes de la dette :

→ ***suppression de l'I.S.F. (Impôt de Solidarité sur la Fortune) ;***

→ ***instauration de la flat tax (taux minoré pour les dividendes) ;***

→ ***les 200 mds € d'aides accordées aux entreprises (aux dividendes des actionnaires surtout) sans condition, ni contrepartie ;***



→ ***L'optimisation fiscale ;***

→ ***La fraude fiscale.***

Aux retraités qui rechignent à perdre en pouvoir d'achat avec la désindexation des retraites, certains répondront par la culpabilisation: « Vous ne pouvez pas laisser la charge de la dette aux générations futures, à vos enfants, petits-enfants!».

Or, si la dette est de 3.000 milliards, l'État dispose d'un patrimoine de plus de 4.500 milliards. Si chaque français hérite de 55.000 euros de dette, il naît avec 65.000 euros de patrimoine commun, soit un solde positif de 10.000 euros.

Par ailleurs et surtout, sans vouloir être exhaustif, l'intérêt de la dette dépend de ce à quoi on l'utilise. Il y a la dette qui enrichit et la dette qui appauvrit.

La dette publique investie dans les aides publiques aux entreprises sans contrepartie et qui servirait en partie à verser des dividendes aux actionnaires n'a rien à voir avec la dette publique investie dans l'éducation.

Pour celles et ceux qui veulent en savoir plus aller sur le lien: https://www.cgt.fr/actualites/economie/la-dette-publique-en-10-questions.

Pour sortir de la dette, la C.G.T. propose notamment:

► Le rétablissement de l'I.S.F. ;

► La suppression de la *flat tax* ;

► La remise à plat des 200 milliards d'aides publiques aux entreprises;

► Une progressivité plus importante de l'impôt sur le revenu et ce, pour mettre à contribution les gros revenus ;

► En finir avec les procédés d'optimisation fiscale ;

► Augmenter significativement le nombre de fonctionnaires pour lutter réellement contre la fraude fiscale évaluée à plus de 100 milliards d'euros

Le seul moyen de faire plier le pouvoir en place, c'est la lutte : s'informer et participer nombreux aux actions en cours, entre autres aux manifestations.

TVA SOCIALE : UN TOUR DE PASSE-PASSE QU'IL FAUT COMBATTRE

Du Rassemblement National à des personnalités socialistes comme François Hollande, c'est la même proposition avec des modalités différentes : baisser les cotisations sociales (ouvrières ou patronales) et compenser par une augmentation de la TVA.

Cette proposition a le grand avantage pour le patronat de faire croire à une réponse aux revendications salariales sans que cela ne lui coûte.



Elle présente pourtant 2 inconvénients majeurs.

La TVA est un impôt sur la consommation que tout le monde paie. Ce sont les plus précaires qui sont les plus impactés : ils consomment la totalité de leurs revenus.

La TVA sociale pourrait se traduire par un recul de la consommation et donc de l'activité économique.

La TVA sociale fragiliserait le financement de la Sécurité Sociale et son indépendance. En 2023 déjà, la part des cotisations finançant la Sécurité sociale était de 49% contre 20% pour la CSG et 10% pour la TVA.

Ce sont les cotisations qui doivent assurer le financement de la Sécurité Sociale et non l'impôt (CSG ou TVA) dont l'affectation dépend des choix du Gouvernement et du Parlement.

Dans ces conditions, l'avenir des prestations est en jeu.

Pour les retraites, on peut craindre l'introduction de la capitalisation.

Plus globalement, l'application de ce projet marquerait un accroissement de la politique de l'offre qui actuellement se traduit par des aides publiques aux entreprises (subventions, exonérations de cotisations, crédits d'impôt).

Le bilan est désastreux, (sauf pour les dividendes distribués qui sont accrus) : désindustrialisation , services publics à l'os, chômage en hausse...

Salariés ou retraités, ne soyons pas dupes !

Opposons- nous à la TVA sociale!

FONCTIONNAIRES : LE MORAL FLANCHE MAIS L'ATTACHEMENT À LA MISSION TIENT

Selon un sondage réalisé pour la CASDEN, le moral des fonctionnaires recule nettement. En 2025, 62% affichaient un bon moral. Ils ne sont plus que 54% en 2026. La baisse du moral est particulièrement marquée (-12%) dans la fonction publique d'Etat. Selon le sondage, la raison principale de ce moral en berne est la rémunération.

Par contre, les fonctionnaires se sentent très majoritairement utiles à la société (87%) et fiers de leurs missions (84%).

L'ensemble des agents entend donc satisfaire les besoins de la population mais la non-valorisation par la rémunération et la surcharge de travail due à la réduction des effectifs dans de nombreux secteurs (pour 75% des sondés) y font obstacle. Cependant, la rupture avec l'austérité (non-augmentation du point d'indice, suppression d'emplois...) selon le sondage, n'apparaît pas de façon primordiale à l'inverse de la communication (un manque d'informations sur les décisions pour 77%) et de la rémunération au mérite (69% d'opinions favorables). Or, ni une communication, ni des primes au mérite ne permettraient de résoudre les difficultés de la fonction publique et des services publics.



Le numéro de la Vie Ouvrière (9,5 €) Été 2026 entièrement consacré à la fonction publique relate notamment la situation dans les 3 secteurs (Etat, hôpitaux, collectivités territoriales) et montre la nécessité d'agir syndicalement pour stopper la dégradation et obtenir des avancées.